

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 320.36.20
C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 254 CHILI: DECLARATIONS BRUYANTES DU SECRETAIRE DE
L'EPISCOPAT

Des indiscretions journalistiques ont, en début octobre 1975, provoqué d'une part une nouvelle crise ouverte entre l'Eglise catholique et le gouvernement, et suscité d'autre part une polémique violente entre l'Eglise catholique et les Eglises évangéliques.

En effet, Mgr Camus, secrétaire général de l'épiscopat chilien, avait été invité à un dîner-débat au siège de l'Association des journalistes étrangers à Santiago, le 30 septembre. La bande enregistrée de ses propos était transmise à des journaux chiliens par l'un des présents, M. Pineda, journaliste bolivien, ce qui devait valoir à ce dernier l'exclusion de l'Association pour manquement à l'éthique professionnelle. Dans les jours suivants, la presse publiait de nombreux extraits des déclarations enregistrées. Dans un communiqué, Mgr Camus ne démentait pas la teneur des propos qui lui étaient attribués, mais laissait entendre qu'il était victime d'une campagne de presse favorable au régime; il présentait sa démission de secrétaire général de l'épiscopat.

Entre-temps, Radio Moscou avait, le 2 octobre, commenté favorablement ces propos.

La liberté des déclarations de Mgr Camus lors de cette conférence de presse rend un son différent de celui du document officiel de l'épiscopat "Evangile et paix" publié trois semaines auparavant (cf DIAL D 247).

On trouvera dans le dossier ci-dessous:

- des extraits des déclarations controversées de Mgr Camus;
- le communiqué à la presse de Mgr Camus;
- la déclaration des Eglises évangéliques en réponse aux critiques du secrétaire de l'épiscopat catholique;
- le communiqué du Conseil permanent de l'épiscopat catholique.

(Note DIAL)

I- EXTRAITS DES DECLARATIONS DE MGR CAMUS, LE 30 SEPTEMBRE 1975, ENREGISTREES SUR BANDE MAGNETIQUE

1- Sur la situation politique chilienne

Journaliste: Quelle est votre opinion sur la nouvelle constitution dont la mise à l'étude est annoncée, sur de nouvelles élections, sur le respect total des personnes, et quelle est la divergence essentielle entre l'Eglise et l'Etat?

Mgr Camus: Je crois que les gens les mieux intentionnés du gouvernement, les personnes qui ont les idées les meilleures voudraient que les choses évoluent dans le bon sens sans avoir besoin de recourir à des méthodes violentes; qu'il n'y ait pas de divergences; que l'unité nationale se fasse sur la base de la conviction; qu'il y ait une idéologie nationaliste dans le vrai sens du terme, c'est-à-dire dans le sens du patriotisme, pour faire l'unité... Mais je crois que c'est très difficile, à cause des pas qui ont été franchis et à cause de la manière... bref, ces choses-là ne peuvent pas être imposées par la force. Personnellement, je crois que c'est très difficile. Au contraire, je pense qu'un groupe peut faire son apparition, qu'une opposition va vite faire son apparition, le pôle opposé. Un peu comme ce qui s'est passé au Portugal. Au Portugal, après quarante ans d'imposition d'une façon de penser, une révolte éclate du jour au lendemain et le Parti communiste fait son apparition, très puissant; les bouleversements se produisent. Je crois que tous ces systèmes font comme s'ils dormaient. Ils en arrivent même à tromper les gens parce qu'ils croient que nous sommes d'accord, alors qu'ils empêchent de s'élever la voix de l'opposition ou de ceux qui ne sont pas d'accord. Ils sont pires conseillers que ceux qui gouvernent car ils les bercent d'illusion, ils les trompent. A mon avis, une revanche aujourd'hui serait terrible.

Journaliste: Une question très générale, Monseigneur. Comment voyez-vous l'avenir du Chili?

Mgr Camus: Je dirais que je suis optimiste malgré tout. Un peu ce que j'ai dit dimanche à Maipú. Humainement, je suis pessimiste, car nous avons commis bien des maladresses et nous les payons cher. Mais je crois que Dieu est plus grand que nous. A Maipú, j'ai voulu expliquer la nécessité de la prière. C'était la journée de prière pour le Chili. J'ai dit que le problème que nous vivons, que nous avons vécu, est tellement grave que personne ne peut le régler. Nous devons demander l'aide de Dieu. Ce n'est pas une façon d'escamoter le problème, mais d'avoir recours à la foi. Si nous avons la foi, nous croyons que la prière est un levier très puissant. Il a toujours été nécessaire de prier, mais aujourd'hui c'est doublement nécessaire, car le problème est beaucoup trop grand.

(...)

Je crois que la grande, grande erreur de ce gouvernement est d'avoir manqué la chance historique du Chili. Après le gouvernement d'Unité populaire, c'était le moment de faire un bilan, de faire une analyse, de faire des choses merveilleuses, car il y avait toute une expérience vécue. Mais il a voulu oublier tout ce qui s'était passé. Les gens étaient fatigués de la situation, de l'omnipotence, du sectarisme, de toutes ces choses. Le gouvernement l'a oublié. Nous sommes sortis des flammes pour tomber dans la braise. Voilà la grande erreur. Pour moi, c'est, me semble-t-il, une immense responsabilité historique.

(Texte espagnol de "La Tercera" du 8/10/75)

2- Sur le chômage

Journaliste: D'après vos contacts avec les gens, quel est le taux réel de chômage dans le grand Santiago?

Mgr Camus: C'est un calcul approximatif, parce qu'on ne peut pas... mais je crois qu'il dépasse 20%, il dépasse certainement 20%.

Journaliste: Quel est le maximum et quel est le minimum, d'après vous?

Mgr Camus: Vous savez, il y a une paroisse où le curé m'a parlé de 90% de chômeurs dans son quartier. Il se trouve que dans sa paroisse, ce sont tous des ouvriers du bâtiment. C'est le cas d'un secteur qui est très touché. Je suis allé à Viña del Mar où j'étais, je ne dirai pas curé parce qu'en ce temps-là il n'y avait pas de paroisse, mais chargé d'une chapelle. Là je connais beaucoup de monde et je me suis rendu dans une maison où l'homme m'a dit: je suis le seul du coin à avoir du travail... Il était très content et il m'expliquait comment il se sentait responsable des autres pour les aider. Il y avait là aussi beaucoup d'ouvriers du bâtiment qui est la branche la plus touchée. Ou du moins, une des plus touchées.

Journaliste: alors, combien en moyenne?

Mgr Camus: C'est difficile à dire. Faire un calcul rien qu'avec des faits ce ne serait pas, je ne sais pas, il me semble que ce ne serait pas honnête...

(Texte espagnol de "La Segunda" du 6/10/75)

3- Sur les arrestations et les tortures

Journaliste: Monseigneur, l'Eglise a-t-elle reçu des réponses affirmatives ou négatives aux différentes critiques qu'elle a adressées ouvertement au gouvernement?

Mgr Camus: Oui, elle a souvent reçu des réponses, les unes positives, d'autres négatives, la plupart dilatoires. Positives, je crois qu'il y en a eu pour certains cas, par exemple, où nous sommes parvenus à faire libérer un détenu, améliorer une procédure...

Journaliste: Il y a aussi des prêtres détenus?

Mgr Camus: Oui, mais ce n'est pas le plus important. Ce serait mesquin, de la part de l'Eglise, de ne lutter que pour les prêtres arrêtés. Je crois qu'un détenu est une personne, qu'il soit prêtre ou non, et même quelle que soit son idéologie. Nous intervenons, je vous dis que la plupart des personnes pour lesquelles nous sommes intervenus, on ne leur demande pas si elles sont catholiques. Ce n'est pas le problème. Ce serait de la mesquinerie, ce serait agir avec des critères de parti.

Journaliste: D'après l'Eglise, combien y a-t-il de détenus?

Mgr Camus: C'est très mystérieux, très difficile, c'est même très variable. La semaine dernière, cent quarante détenus ont été libérés, mais vingt-quatre autres personnes ont été arrêtées à Curicó. Tous les jours des nouvelles nous parviennent... (voix de plusieurs journalistes)... Ils ont été arrêtés il y a peu. Tous les jours ça entre et ça sort, de sorte que vérifier... On ne sait jamais si ce sont les mêmes. Parfois des nouvelles nous parviennent de plusieurs sources et il s'agit des mêmes personnes. Alors le chiffre exact, c'est difficile d'en donner un. Ce que nous pouvons relever, nous, c'est le nombre des familles qui nous demandent de faire des recherches. Rien d'autre. Maintenant, si la famille

a dit la vérité, si le détenu sort ensuite, c'est très difficile à vérifier. En général, les familles disent la vérité. Le désespoir, la façon typique de parler... on a maintenant une certaine habitude. On s'en aperçoit quand elles disent la vérité. Il y a un pourcentage d'erreurs, mais généralement elles disent la vérité. On a une rude expérience de la souffrance. On a vu que d'autres personnes qui étaient dans la même situation, elles ont été arrêtées, elles ont été torturées, et elles ont été anéanties. Je crois qu'elles sont effrayées. Sinon par conviction, du moins par peur. Beaucoup de gens ont peur. La chose a été très dure. Parler avec une personne qui a été torturée... C'est quelqu'un qui est détruit pour des années. Ce n'est pas de la plaisanterie. La peur. Ça trouble et ça effraie. J'ai connu des dirigeants très actifs, des gens très courageux qui sont aujourd'hui anéantis, humainement. Ils vivent dans la terreur. Quant à savoir ce qui se passe dans le cœur de chacun, s'ils mentent ou pas, comme c'est difficile!

(Texte espagnol de "Las Últimas Noticias" du 8/10/75)

4- A propos du Comité pour la paix (1)

Journaliste: Avez-vous eu des nouvelles au sujet de l'arrestation de la secrétaire du Comité pour la paix? (2)

Mgr Camus: Pas encore.

Journaliste: Savez-vous quelles sont les charges retenues contre elle?

Mgr Camus: Activiste, ou complice. En général, les charges retenues, c'est d'avoir eu un papier entre les mains ou d'avoir distribué une feuille, des tracts. Il y a eu beaucoup de cas à l'époque de...

Journaliste: N'y a-t-il pas eu d'autres arrestations de membres du Comité pour la paix?

Mgr Camus: Si, il y en a eu plusieurs autres. Du reste, de nombreux employés du Comité pour la paix ont des idées marxistes. C'est logique. Au début, quand le Comité a été créé, personne ne voulait prendre de risques. Les gens d'autres tendances, c'est-à-dire ceux de droite, les démocrates-chrétiens, restaient en général très meurtris par tout le système, le système antérieur. C'est pourquoi ils étaient peu disposés à se mêler de cette affaire. Et c'est pourquoi, au début, un grand nombre de ceux qui collaboraient avec le Comité étaient des gens aux idées marxistes. D'ailleurs, il s'agissait de ceux qui étaient au chômage. Alors c'était pour nous une obligation de les aider en leur donnant du travail. Mais c'était surtout des gens qui prenaient de grands risques, car on ne savait pas jusqu'à quel point ils risquaient leur vie dans une affaire dont on ignorait jusqu'où le gouvernement la respecterait. Par la suite, grâce à Dieu, le général Bonilla (3) a très bien arrangé la chose. Il a

(1) Sur les activités de ce Comité oecuménique, cf document DIAL D 171 (N.d.T.)

(2) Mme Georgina Ocaranza Muñoz, enceinte de six mois, employée du Comité, arrêtée le 9 septembre 1975, maintenue au secret jusqu'à cette date au camp de "Cuatro Alamos" (N.d.T.)

(3) En mars 1975 le général Bonilla, d'abord ministre de l'Intérieur puis de la Défense, mourut dans un accident d'hélicoptère. En raison de son "ouverture" politique postérieure, on ignore s'il a été victime d'un attentat (N.d.T.)

été très noble et très respectueux. Alors beaucoup de gens sont venus en confiance. Mais au début, se mettre dans cette affaire c'était comme se jeter sous les pattes d'un cheval. Qu'il y ait des gens qui, dans leur vie privée, continuent avec leur idéologie ou aient une certaine activité c'est bien possible. Mais au Comité, nous leur demandons de faire abstraction de toute affaire partisane. Là, on ne travaille que pour des raisons humanitaires.

(Texte espagnol publié par "La Segunda" du 4/10/75)

5- Sur l'Eglise évangélique

Mgr Camus: J'aimerais donner mon avis, mais hors programme. J'aimerais qu'on ne le répète pas à l'extérieur. Je ne sais si cela vous intéresse, un avis hors programme... "off the record" (4)... car ce serait un manque de respect et de charité envers les autres. Je pense que les groupes évangéliques qui ont fait cette inauguration de cathédrale (5) et tout le reste, ont pour le moins commis une erreur tactique, stratégiques, pastorale, comme vous voudrez, de grandes proportions. Généralement ce sont les sectes, ce ne sont pas les grandes Eglises mais les sectes populaires qui ont un complexe d'infériorité. Elles veulent avoir une cathédrale, elles veulent bénéficier d'une reconnaissance officielle. En faisant cela elles ne se sont pas rendu compte de la grande valeur qu'elles avaient. La grande valeur qu'elles avaient était précisément la petite chapelle et le soutien populaire, le travail dans le peuple, l'amour du peuple, la simplicité. C'est pour ça que nous, nous allons vers les petites chapelles de quartiers et vers une présence plus proche du peuple. Je pense que, comme il est dit dans la Bible, elles ont échangé le droit d'aînesse pour un plat de lentilles. Et elles vont le payer très cher (Rires). Elles ont perdu leur appui populaire, si leur reconnaissance officielle leur a été d'une aide quelconque: une subvention de temps en temps, pour achever une église; une affaire matérielle. A la longue, cela représente une compromission qui va les gêner beaucoup. Certains le pensent, mais le dire c'est blessant pour eux. Cela ne sert à rien. C'est leur affaire. Mais je crois que, tactiquement, c'est une grande erreur.

Journaliste: C'est comme de la rivalité, disons...

Mgr Camus: Ceci est une autre erreur. Je crois que certains membres du gouvernement auraient voulu, semble-t-il, nous faire nous quereller avec les évangéliques en disant en quelque sorte: voyez, les évangéliques c'est l'ennemi... d'ailleurs vous ne nous avez pas dit de messe, alors nous avons eu un Te Deum évangélique (6). Et la vérité, c'est que je n'en sais rien. C'est comme le gamin qui punit son papa en refusant de lui offrir des bonbons, alors qu'il en a dans sa poche, pleins de terre, et que le papa aime mieux les cigarettes que les bonbons... C'est un comportement bien infantile. Pour notre part, depuis l'œcuménisme, nous avons une autre attitude. Cela correspond aux vieilles querelles des années 20, par là, quand on criait dans la rue après les prédicateurs. Aujourd'hui,

(4) "Ceci entre nous": Mgr Camus s'adresse à des étrangers (NdT)

(5) Sur l'invitation faite au général Pinochet d'inaugurer la nouvelle cathédrale évangélique et sur le soutien des Eglises évangéliques au gouvernement, cf documents DIAL D 205 et 208 (N.d.T.)

(6) Allusion au refus de l'épiscopat catholique chilien de célébrer une messe officielle pour le 2e anniversaire du coup d'Etat du 11 septembre, et à la célébration d'un Te Deum dans la cathédrale évangélique pour cet anniversaire (N.d.T.)

cela paraît bien ridicule. Il n'y a aucun mépris, sincèrement, pas non plus de dépit, rien de tout cela. Simplement, je crois que les sectes ont commis une grande erreur.

(Texte espagnol de "Las Ultimas Noticias" du 8/10/75)

II- DECLARATION DE MGR. CAMUS LE 7 OCTOBRE 1975

Devant la campagne organisée à l'occasion des déclarations qui me sont attribuées, je tiens à dire ceci:

- 1) En dehors des titres, commentaires et autres trucs journalistiques, mes paroles représentent mon opinion personnelle, laquelle n'engage en aucun cas mes frères évêques. La voix officielle de l'épiscopat est exprimée dans le document "Evangile et paix" dont on pourrait espérer qu'il bénéficie de la même diffusion que mes paroles.
- 2) L'Association des journalistes étrangers a expulsé un de ses membres pour manquement à l'éthique professionnelle. Les trente pièces d'argent de Judas se sont retournées contre leurs utilisateurs.
- 3) Les questions et les éditoriaux polémiques recevront la même réponse qu'a reçu Hérode.
- 4) La vérité est à payer à son prix. La souffrance née de l'incompréhension est sans doute la seule manière dont un évêque peut aujourd'hui, dans l'amour chrétien, partager les peines des pauvres et des persécutés.

Carlos Camus Larena, évêque
secrétaire de la Conférence épiscopale du Chili

III- DECLARATION DU CONSEIL DES PASTEURS DE L'EGLISE EVANGELIQUE DU CHILI LE 7 OCTOBRE 1975

L'Eglise évangélique du Chili n'est pas dépendante de ce que peut dire sur elle tel ou tel prêtre dont les paroles ne sont d'ailleurs jamais positives. Mais étant donné que l'évêque Camus est le porte-parole officiel de l'Eglise catholique, les accusations sans fondement et les insultes gratuites qu'il s'est permis d'émettre devant des journalistes étrangers, nous semblent graves.

En premier lieu, nous estimons en justice nécessaire de préciser que l'Eglise évangélique n'est pas un ensemble de "groupes". Nous sommes une Eglise, conformément au sens etymologique du mot grec qui signifie assemblée, et en accord avec la Bible qui limite l'application du terme à l'assemblée des croyants, lesquels, lavés par le sang du Christ, forment un peuple "saint", c'est-à-dire séparé du monde. Il est par contre clair que le pape de Rome a voulu "privilegier" le mot Eglise sur la base de l'argument hypothétique d'après lequel "Pierre aurait été le premier pape", système vicarial sans fondement biblique ou historique. Par ailleurs l'Eglise catholique est constituée par le clergé et non par les fidèles; ceux-ci ne comptent pas, ne décident jamais, ne sont nullement écoutés et ne font que recevoir des ordres.

Deuxièmement: Si construire des cathédrales est l'effet d'un complexe d'infériorité, alors l'Eglise de l'évêque Camus est la plus complexée du monde puisque ses cathédrales, disséminées dans tout l'univers, ont été construites non seulement avec ostentation, mais aussi au prix de nom-

breux sacrifices, et plus encore par l'exploitation de la crédulité du peuple en lui vendant le pardon anticipé des péchés que sont les indulgences, selon la méthode utilisée par Tetzels en Allemagne, au 16^e siècle, pour rassembler les fonds nécessaires à la construction de la cathédrale St-Pierre à Rome.

L'Eglise évangélique estime que chaque congrégation a le droit de construire des temples conformément à ses besoins actuels et aux perspectives que lui ouvrent ses capacités d'évangélisation et de foi. La cathédrale de l'Avenue 3644 est une nécessité pour cette congrégation dont les fidèles la remplissent, et elle a été construite grâce à leurs efforts, sans subvention de l'Etat et sans aide de l'étranger.

Par ailleurs, il faut souligner que l'Eglise évangélique n'est pas à la recherche ni ne dépend d'une reconnaissance officielle. Il lui suffit de la reconnaissance de son existence par le gouvernement au niveau de la personnalité juridique. Nous exigeons uniquement les libertés normales de la prédication de l'Evangile et de la réponse aux besoins de nos croyants; nous désirons de même que nous soit accordée la possibilité de faire entendre notre voix dans les différentes sphères de la société, comme porteurs du message intégral de l'Evangile qui a fait tant de bien à la société chilienne. Nous avons, depuis le siècle dernier, su attendre la reconnaissance de quelques-uns de nos droits, dans un effort graduel commencé en 1869.

Un certain nombre de ces droits normaux nous ont été refusés pendant cent ans parce que l'Eglise catholique, par ses habiles marchandages politiques sous tous les gouvernements, a toujours usé de son influence pour nous les refuser. Ce gouvernement est, nous devons le dire, le premier qui a accordé à l'Eglise évangélique la considération qui lui est due en raison des valeurs spirituelles que, comme force vive, elle apporte à notre société. Cela gêne malheureusement le représentant de l'Eglise catholique et nous montre que son attitude oecuménique n'est pas sincère, ce qui a, d'ailleurs, été la conviction profonde de l'Eglise évangélique.

Troisièmement: En ce qui concerne la valeur de l'Eglise évangélique et l'appui populaire, nous pouvons dire ceci. La grande valeur de l'Eglise évangélique est d'être dépositaire de la vérité contenue dans la Bible et de prêcher cette vérité qui est le Christ notre Seigneur, rien que Lui, sans l'empêtrer dans des traditions ou des opinions "d'hommes appliqués à l'étude des philosophies humaines" qui ont, à force de chercher la sagesse du monde, perdu la sagesse de Dieu. L'Eglise évangélique n'a aucune stratégie de recherche du soutien de telle ou telle couche sociale; elle n'est à la recherche que des âmes perdues que sont les personnes qui ne reconnaissent pas, par expérience personnelle, Jésus-Christ comme sauveur. Sans aucun doute, c'est une vérité évidente que l'Evangile a, au Chili, prospéré de façon majoritaire parmi les gens modestes, ceux-là que les aristocrates comme M. Camus appellent "populaires". C'est pourquoi l'Eglise évangélique n'a pas perdu et ne peut perdre l'appui populaire puisque ses fidèles sont du peuple.

Quatrièmement: Quand il déclare que l'Eglise évangélique a "vendu son droit d'aînesse pour un plat de lentilles", l'évêque Camus s'avance sur un terrain très mouvant pour l'Eglise catholique, car s'il y a eu dans le monde une Eglise qui a vendu ses principes et ses prises de po-

sitions pour le pouvoir et les biens matériels, c'est bien la catholique. L'Eglise évangélique du Chili ne fait pas commerce de ses principes et de ses prises de position. Elle n'a rien vendu et ne s'est compromise avec personne. Ce qu'elle a uniquement fait:

- 1) Elle a affirmé l'incompatibilité absolue entre l'évangile et le marxisme;
- 2) Elle a demandé un traitement équitable pour ce qui concerne la prédication de l'Évangile à tous les niveaux et dans tous les secteurs;
- 3) Elle a invité le président de la République à un Te Deum évangélique pour la Patrie, auquel il a assisté avec grand plaisir.

IV - COMMUNIQUE DU CONSEIL PERMANENT DE L'ÉPISCOPAT DU 10 OCTOBRE 1975

1) A la suite des réactions publiées dans certains moyens d'information et provoquées par ses déclarations lors d'une réunion avec des journalistes étrangers, Mgr Carlos Camus, secrétaire général de la Conférence épiscopale du Chili, a mis à la disposition du Conseil permanent de l'épiscopat sa charge de Secrétaire général.

2) Dans l'exercice de ses fonctions, le secrétaire général doit jouir de la confiance des évêques membres de la Conférence épiscopale du Chili. Celle-ci devant tenir son Assemblée générale durant la première quinzaine de décembre, le Conseil permanent est tombé d'accord pour lui laisser le soin de la décision qu'elle estimera nécessaire de prendre.

3) Les jugements les plus substantiels qu'il a manifestés ont déjà été exprimés dans le document "Évangile et paix".

4) Les opinions plus discutables, en plus du fait de ne pas avoir la signification qu'on prétend leur attribuer, n'avaient nullement pour but d'offenser des personnes ou des institutions.

5) Le ton des déclarations est celui d'une conversation à l'heure du dessert, dans laquelle on parle dans un style différent de celui qui est habituellement utilisé pour des déclarations officielles. Nous pensons que l'opinion publique saura le comprendre.

6) Nous regrettons la manière dont certains organes de presse ont cherché à profiter de ces déclarations pour détériorer les relations entre l'Eglise catholique et les autres Eglises chrétiennes, ou entre l'Eglise catholique et le gouvernement.

7) Nous regrettons vivement que certaines confessions protestantes aient pu se sentir offensées par les paroles de Mgr Camus. Nous les prions sincèrement d'accepter nos excuses pour ce qui a pu les offenser et leur renouvelons l'expression de notre volonté de continuer à travailler ensemble pour les tâches que nous avons pu réaliser jusqu'à maintenant à la satisfaction de tous.

8) Nous demandons de nous excuser à toutes les personnes qui ont été affectées par ces dires, en particulier celles auxquelles nous avons déjà auparavant témoigné notre estime pour leur travail.

Santiago, le 10 octobre 1975

Le Conseil permanent de l'épiscopat

Raul, cardinal Silva Henríquez, président

José Manuel Santos Ascarza

Juan Francisco Fresno Larrain

Bernardino Piñera Carvallo

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140F - Etranger 150F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 Bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249